



FONDS POUR LA CONSOLIDATION DE LA PAIX (PBF)
[COTE D'IVOIRE]

ACTUALISATION SEMESTRIELLE DES PROGRES DU PROJET

POUR LA PERIODE JANVIER- JUIN 2013

No & Intitulé du projet	00083060- PBF/CIV/B-2 : Projet d'appui à la restauration de l'ordre public et de l'autorité de l'Etat /		
Organe(s) bénéficiaire(s)¹:	<ul style="list-style-type: none"> • PNUD ; 		
Partenaires d'exécution (gouvernement, institutions de l'ONU, ONG, etc.)	<ul style="list-style-type: none"> • ONUCI (UNPOL, Affaires civiles, Etat de Droit, DDR/SSR) ; • UNICEF • Ministère d'Etat, Ministère de l'Intérieur et de la Sécurité (MEMIS) ; • Ministère de la Défense ; • Ministère de la Justice et des Libertés Publiques (MJLP) ; • Collectivités Territoriales • ONG, Organisations de Société Civile et Communautés Locales 		
Site:	<ul style="list-style-type: none"> • Zones Ouest, Sud-ouest et Sud 		
Budget total approuvé²	3,000,000 \$US		
Fonds engagés³	29 998,63 \$US	% de fonds engagés / budget total approuvé:	1%
Dépenses⁴:	440 727,71 \$US	% de dépenses / budget total: (taux d'exécution)	14%
Date d'approbation du projet:	Avril 2012	Retard possible concernant la date de clôture opérationnelle (en nombre de mois)	
Date de démarrage du projet:	Mai 2012		
Date prévue pour la clôture opérationnelle du projet:	Avril 2014		
Domaine de résultats attendus par le PBF⁵	<p><u>Domaine Prioritaire FCP 1 : Restauration de l'ordre public et de l'autorité de l'Etat</u></p> <p><u>Effet 1</u> : Les services de sécurité assurent leurs missions de prévention et de maintien de l'ordre</p> <ul style="list-style-type: none"> - <u>Résultat 1</u>. Remise en état et équipement de postes de police et de gendarmerie - <u>Résultat 2</u>. Renforcement des capacités des forces de l'ordre - <u>Résultat 3</u> : Une stratégie nationale en matière de RSS/DDR est conçue et adoptée <p><u>Effet 2</u> : L'administration préfectorale est fonctionnelle et assure ses missions de représentante de l'Etat central, de contrôle et de coordination de l'action publique.</p>		

¹ Veuillez noter que, s'il y a plusieurs organes, un seul rapport de projet – consolidé - doit être soumis.

² Par « budget approuvé », il faut entendre le montant total des fonds versés aux organes bénéficiaires.

³ Par « Fonds engagés », il faut entendre les engagements de services et d'activités pris dans le cadre de contrats juridiques, conformément aux règles et procédures financières des organes bénéficiaires

⁴ Paiements effectifs (contrats, services, travaux), dans le cadre des engagements pris.

⁵ Se référer aux domaines définis dans le cadre du Plan des priorités ou du Plan directeur du PBF (PMP).

	<ul style="list-style-type: none"> - Résultat 4. Les bâtiments des préfectures et sous-préfectures dans les régions sensibles sont remis en état et rendus fonctionnels - Résultat 5. Les capacités des membres du corps préfectoral sont renforcées <p>Effet 3 : La confiance des populations dans les institutions étatiques (police, gendarmerie, préfets, justice) est rétablie</p> <ul style="list-style-type: none"> - Résultat 6 : Une clinique juridique et son réseau de para juristes permettent aux populations d'interagir avec les autorités administratives et judiciaires - Résultat 7 : Renforcement des capacités des forces de sécurité et des autorités communales dans la gestion collective des questions de sécurité et de conflits au niveau local. - Résultat 8 : Une étude diagnostique et cartographiée des conflits à l'Ouest de la Côte d'Ivoire est développée
<p>Évaluation qualitative des résultats obtenus et des problèmes subsistants</p>	<p>Dans la dynamique des activités entamées au cours de l'année 2012, les différentes parties prenantes du projet d'appui à la restauration de l'ordre public et de l'autorité de l'Etat ont poursuivi au cours de ce premier trimestre 2013, la mise en œuvre des différentes actions planifiées en veillant au développement de synergie avec d'autres initiatives similaires dans les zones cibles.</p> <p>Le PNUD a poursuivi, sur la base du PTA 2013 validé, la coordination d'ensemble du projet. Les réunions techniques de coordination avec l'ONUCI (Affaires Civiles, UNPOL, DDR, RSS, Rule of law), l'UNICEF, les Ministères d'Etat, Ministère du Plan et du Développement (MEMPD) et celui de l'Intérieur et de la Sécurité (MEMIS), se sont également poursuivies afin de s'assurer du bon déroulement des différentes activités planifiées.</p> <p>Résultat 1 : Remise en état et équipement de postes de police et de gendarmerie</p> <p>Le processus d'attribution des marchés de réhabilitation de 6 postes de police (Commissariat du 1er Arrondissement de DIVO, Commissariat du 1er Arrondissement de SAN-PEDRO, Commissariat de police du 2ème Arrondissement de MAN, Commissariat de police de DANANE, Compagnie Républicaine de Sécurité 4 (CRS4) et District de police de GAGNOA) et 7 postes de gendarmerie (Brigade de gendarmerie de SINFRA, Brigade de gendarmerie de SAN-PEDRO, Centre régional de formation à la lutte contre la drogue de GRAND BASSAM, Brigade de gendarmerie de TAI, Brigade de gendarmerie de ZOUAN-HOUNIEN, Brigade de gendarmerie d'ABOBO, Escadron de gendarmerie de SOUBRE) ont été attribués aux entreprises ayant fait les meilleures offres a été finalisé au cours de ce premier trimestre 2013 et les travaux sont en cours sur les différents sites. Ces travaux vont être livrés dans des délais de 2 et 3 mois. Le volet relatif au processus d'acquisition des équipements a également été entamé au cours de ce semestre et suit son cours.</p> <p>Résultat 2 : Renforcement des capacités des forces de l'ordre</p> <p>En vue de permettre aux agents de police et de gendarmerie de mieux assurer leurs fonctions de protection des populations et de leurs biens, la section UNPOL de l'ONUCI, avec l'appui technique du PNUD et en étroite collaboration avec le Ministère d'Etat, Ministère de l'Intérieur et de la Sécurité (MEMIS), a initié une formation au profit de 800 Agents, officiers enquêteurs et chefs d'unités de police et de gendarmerie en matière de déontologie, droits de l'Homme, prise en charge des violences basées sur le genre, police de proximité, constat d'accident et informatique. Ce qui a permis une amélioration de la qualité des prestations de ces agents de police et de gendarmerie auprès des populations de leurs zones d'intervention. Les formateurs relais doivent se charger de dupliquer ces formations auprès de tous leurs collaborateurs dans leur unité de service pour plus d'efficacité.</p> <p>Résultat 3 : Une stratégie nationale en matière de RSS/DDR est conçue et</p>

adoptée

Le processus de planification des activités spécifiques liées à cette composante du projet s'est poursuivi au cours de ce premier semestre en partenariat avec le Conseil National de Sécurité (CNS) et les autres acteurs engagés dans la stratégie nationale de réforme du secteur de la sécurité.

Résultat 4 : Les bâtiments des préfectures et sous-préfectures dans les régions sensibles sont remis en état et rendus fonctionnels

Le processus d'attribution des marchés de réhabilitation des deux (2) infrastructures préfectorales (Préfectures de Lakota et d'Issia) et des douze (12) infrastructures sous-préfectorales (Sous-préfectures de Didoko, Ogoudou, Gnagbodougnoa, Boguedia, Issia, Bédiala, Daloa, Gboguhé, Tabou, Diegonefla, Grabo et Ouragahio) est également achevé et les différentes entreprises retenues ont entamé les chantiers sur les différents sites concernés. Les délais de livraison de ces travaux sont estimés de 2 à 3 mois.

Le processus d'acquisition des équipements (informatiques et mobiliers de bureau) a été également entamé et devrait permettre à terme d'offrir aux autorités préfectorales et sous-préfectorales, des cadres appropriés pour des services de qualité aux différentes populations de leurs circonscriptions respectives.

Résultat 5 : Les capacités des membres du corps préfectoral sont renforcées

Une mission d'évaluation des résultats des Cinq (5) séminaires sur la gestion des services organisés à Daloa, San Pedro, Man et Divo au dernier trimestre 2012 au profit de 142 membres du corps préfectoral (dont 12 femmes) a été planifiée. Cette mission devait se tenir au cours de ce premier semestre 2013 mais a été ajournée au mois d'août en raison d'agenda de certains membres de l'équipe de ladite mission à la période indiquée.

Résultat 6 : Une clinique juridique et son réseau de para juristes permettent aux populations d'interagir avec les autorités administratives et judiciaires

Les équipes des 6 cliniques mobiles prévues dans le cadre de ce projet ont été recrutées et sont déjà opérationnelles dans les localités de Guiglo, Man, Korhogo, Bouaké, San Pedro et Bondoukou depuis le mois de mai 2013. Ces équipes ont déjà entamé les consultations avec les partenaires techniques intervenant dans le domaine de la protection des populations ainsi qu'avec les autorités judiciaires et administratives de leur zone d'intervention.

Les principaux services délivrés dans ces différentes cliniques juridiques par les Agents de l'Association des Femmes Juristes de Côte d'Ivoire (AFJCI) concernent :

- Ecoute, information et Orientation juridique gratuite et la clinique juridique mobile ;
- Renforcement de capacités et éducation communautaire sur le droit/campagne grand public de sensibilisation au droit ;
- Etablissement d'un cadre de coordination entre les acteurs locaux qui interviennent dans la chaîne judiciaire, délivrent un service de qualité et travaillent en synergie ;
- L'observation des procès et Visites dans les lieux de détention ;
- Assistance Judiciaire fournie par les avocats ;
- Etablissement de jugements supplétifs pour des enfants de 0 à 18 ans.

Toutes ces initiatives permettent aux populations vulnérables de ces zones de bénéficier d'orientations et d'assistances en matière judiciaire.

Résultat 7 : Renforcement des capacités des forces de sécurité et des autorités communales dans la gestion collective des questions de sécurité et de conflits au niveau local

En raison des élections municipales et régionales qui se sont tenues au cours du

mois d'avril 2013, les activités relatives au volet renforcement des capacités des autorités communales dans la gestion collective des questions de sécurité et des conflits au niveau local n'ont pu se tenir. Ces activités ont donc été planifiées à nouveau pour le dernier trimestre de l'année 2013.

Résultat 8 : Une étude diagnostique et cartographiée des conflits à l'Ouest de la Côte d'Ivoire est développée

La vulgarisation des résultats de l'étude sur les dynamiques et capacités de gestion des conflits à l'Ouest réalisée par Interpeace en 2012 s'est poursuivie au cours de ce semestre auprès des leaders d'opinions et cadres de la région de l'Ouest à travers la Plateforme de sensibilisation des leaders d'opinion du Grand Ouest qui s'est tenue à Daloa les 03 et 04 juin 2013.

Dans l'ensemble, les principales activités planifiées au cours de ce premier semestre de l'année 2013 ont été assez bien exécuté malgré quelques difficultés d'ordre technique et organisationnel.

Ainsi, afin de mieux outiller les partenaires opérationnels sur le système de suivi évaluation et de rapportage, un séminaire de renforcement des capacités et des points focaux des agences récipiendaires des fonds PBF s'est tenu du 25 au 29 juin 2013 à Grand-Bassam.

De plus, l'élaboration des différents modules de formation intégrant les thématiques transversales est faite de façon conjointe avec les partenaires nationaux et internationaux.

La mise en œuvre des différentes activités du projet se font en étroite collaboration avec la partie nationale à travers les Ministères techniques associés que sont le Ministère d'Etat, Ministère de l'Intérieur et de la Sécurité (MEMIS), le Ministère de la Défense et le Ministère de la Justice et des Libertés Publiques (MJLP) afin de garantir une réelle appropriation des acquis du projet.

EVALUATION DE LA PERFORMANCE A PARTIR D'INDICATEURS: *Sur la base du Cadre de résultats des programmes à partir du Descriptif de projet, fournir, dans le tableau ci-dessous, une actualisation soulignant la conformité avec les indicateurs aux niveaux des résultats et des produits. À défaut de données concernant les indicateurs, préciser les raisons de ce manque, ainsi que le mode de collecte envisagé pour ce type de données, et la date à laquelle la collecte aura lieu.*

	Indicateurs de performance	Données de référence en tant qu'indicateurs	Cibles fixées en termes d'indicateurs	Cibles atteintes	Raisons expliquant l'écart éventuel	Risques
Résultat 1⁶ Remise en état et équipement de postes de police et de gendarmerie	Indicateur : 06 commissariats de police et 07 brigades/casernes de gendarmerie (Districts d'Abidjan, des Montagnes, du Bas Sassandra et du Gôh-Djiboua pour une population bénéficiaire estimée à 1,5 millions d'habitants sont réhabilités		06 commissariats de police et 07 brigades/casernes de gendarmerie	Travaux en cours et fin prévue dans 2 à 3 mois	Attribution tardives de certains lots en raison du coût élevé	
Résultat 2 Renforcement des capacités des forces de l'ordre	Indicateur : Les capacités techniques et professionnelles des agents de police et de gendarmerie sont renforcées et conformes aux standards internationaux et une représentation équitable des sexes est assurée dans la sélection des participants aux séances de formation		<ul style="list-style-type: none"> •70% de cas soumis sont traités et transmis aux tribunaux •50% des populations des régions couvertes se sentent en sécurité 	Formation planifiée à partir du mois d'août 2013		
Résultat 3 Une stratégie nationale en matière de RSS/DDR est conçue et adoptée	Indicateur : Un document de stratégie nationale RSS/DDR est préparé et validé		Un séminaire national sur la RSS regroupant l'ensemble des acteurs nationaux et des partenaires internationaux.	En cours de préparation		

⁶ Tout pays pertinent (sur la base du Plan des priorités ou du Descriptif de projet) ou inscrit dans le Plan de gestion du projet.

<p>Résultat 4 Les bâtiments des préfectures et sous-préfectures dans les régions sensibles sont remis en état et rendus fonctionnels</p>	<p>Indicateur : Seize (16) préfectures et sous-préfectures endommagées (Districts de Sassandra, Marahoué et Goh-Djiboua) pour une population bénéficiaire estimée à 600 000 habitants sont remis en état et fonctionnels</p>		16 préfectures et sous-préfectures	2 préfectures et 12 sous-préfectures en cours de réhabilitation	1 lot en cours de validation au RCAP et 1 lot en attente de validation en raison du caractère privé du bâtiment	
<p>Résultat 5 Les capacités des membres du corps préfectoral sont renforcées</p>	<p>Indicateur : 60% des populations sont satisfaites des services rendus par l'administration préfectorale dans les zones couvertes</p>		4 séminaires de formation des Autorités Préfectorales	5 séminaires ont été organisés au profit de 142 membres du corps préfectoral (dont 12 femmes)		
<p>Résultat 6 Une clinique juridique et son réseau de para juristes permettent aux populations d'interagir avec les autorités administratives et judiciaires</p>	<p>Indicateur : Une clinique juridique est opérationnelle à Guiglo et au moins 1000 consultations juridiques des populations y sont enregistrées et traitées</p>		1 clinique juridique avec au moins 1000 consultations juridiques	Environ 200 personnes sensibilisées		Manque d'appropriation par les acteurs nationaux au niveau local
<p>Résultat 7 Renforcement des capacités des forces de sécurité et des autorités communales dans la gestion collective des questions de sécurité et de conflits au niveau local Produit 7.1 Produit 7.2</p>	<p>Indicateur 7.1 : Formation d'au moins 400 formateurs relais, issus des forces de police et de gendarmerie et affectés dans les zones d'intervention du projet, en matière de déontologie, droits de l'homme, prise en charge des violences faites aux femmes et aux enfants, constat</p>		400 formateurs relais, issus des forces de police et de gendarmerie	Formation de 450 agents de maintien de l'ordre et de 60 formateurs relais de la police et de la gendarmerie		

	d'accident et informatique (au moins 10% sont des femmes)					
	Indicateur 7.2 : Au moins 140 membres des responsables de mairies en poste à l'Ouest et au Sud-ouest sont formés en matière de prévention et gestion de conflits et de la sécurité (y compris l'ensemble des maires femmes)		140 membres des responsables de mairies	Prévue pour le 4 ^{ème} trimestre 2013	Elections locales et régionales tenues en avril 2013 avec l'élection de nouveaux acteurs dans les zones cibles	
	Indicateur 7.3 : Six (6) conseils communaux de sécurités sont établis dans l'Ouest		Six (6) conseils communaux de sécurités	Prévue pour le 4 ^{ème} trimestre 2013	idem	
	Indicateur 7.4 : Six (6) diagnostics locaux de sécurité sont produits		Six (6) diagnostics locaux	Planifié pour le second semestre 2013	idem	
	Indicateur 7.5 : Six (6) communes ont mis en œuvre des projets à impact rapide à caractère communautaire		Six (6) projets à impact rapide dans 6 communes	Planifié pour le second semestre 2013	idem	
Résultat 8 : Une étude diagnostique et cartographiée des conflits à l'Ouest de la Côte d'Ivoire est développée	Indicateur 8.1 : 1 rapport validé de l'étude diagnostique et cartographiée des conflits à l'Ouest de la Côte d'Ivoire est produit		1 rapport validé de l'étude diagnostique et cartographiée des conflits à l'Ouest de la Côte d'Ivoire	1 rapport validé de l'étude diagnostique et cartographiée des conflits à l'Ouest de la Côte d'Ivoire		